

Débat sur le gaz de schiste à l'Assemblée

"Je refuserai une exploitation à l'Américaine"

Mardi soir a eu lieu à l'Assemblée nationale, un débat sur le gaz de schiste. A cette occasion, la ministre de l'écologie Nathalie Kosciusko-Morizet a déclaré qu'elle ne voulait pas d'une technique d'extraction qui ait des conséquences néfastes sur l'environnement : *"Je leur demande (aux industriels titulaires des permis d'exploration ndlr) de prouver qu'ils peuvent faire autrement qu'une exploitation à l'américaine, et qu'une exploitation propre est possible. Si ce n'est pas le cas, nous n'accepterons pas ce type d'exploitation en France ; ce sont des risques que nous ne prendrons pas pour nos territoires et pour nos populations."*

"Il n'y aura aucune action sur le terrain avant juin"

La ministre de l'écologie a par ailleurs rappelé qu'il n'y aurait pas d'opérations sur le terrain avant la remise finale du rapport de la mission d'information demandé par le gouvernement et qui doit être rendu public le 31 mai, avec un rapport d'étape qui

sera rendu public le 15 avril : *"Il a été convenu avec les industriels, s'agissant du gaz de schiste, qu'il n'y aurait aucun forage ni aucune opération technique de terrain avant la remise du rapport final de la mission, au mois de juin."*

La ministre s'est par ailleurs déclarée favorable à une révision du code minier pour instaurer une procédure de consultation du public sur les demandes de permis de recherche. Elle a également expliqué qu'il était très complexe de pouvoir retirer les permis déjà accordés : *"Le code minier ne permet pas de retirer des permis de recherche régulièrement accordés. Un tel retrait ne pourrait être prononcé que dans des situations très particulières."*

Durant ce débat à l'Assemblée nationale, de nombreux députés de gauche ont déploré la prise de parole du député UMP François-Michel Gonnot qui copréside la mission parlementaire sur le gaz de schiste.

Le retrait des permis coûterait très cher. Durant son intervention, le député UMP a notamment indiqué que pour lui :

"il est nécessaire de forer, c'est-à-dire de faire de l'exploration", pour savoir si le sous-sol contenait ou non du gaz.

Il s'est par ailleurs montré retissant à l'idée de retirer les permis déjà accordés : *"Rappelons aussi que ces permis entraînent des droits pour ceux qui les détiennent. On ne peut donc se contenter de dire qu'on les annule sans envisager les conséquences juridiques et pécuniaires qui pourraient en découler. Il faut également y penser."*

Les élus de Gauche, notamment Pascal Terrasse, député de l'Ardèche, ont estimé que la prise de parole du député Ump montrait bien que : *"Les conclusions de la mission sont déjà arrêtées, on les connaît !"*

Dans 15 jours, le 15 avril, le rapport d'étape de la mission d'information sur le gaz de schiste sera rendu public et devrait permettre d'y voir plus clair sur les orientations qui seront prises par la suite dans ce dossier.

F. O.